Synthèse globale
Tableau 1

Fe y Alegría
INTERNACIONAL

50 Congreso
Fe y Alegría
Internacional
Perú, oct. - 2026

SYNTHÈSE GLOBALE — TABLEAU 1

Congrès international de FeyAlegría 2026 « L'éducation populaire en marge du système »

Pour une éducation inclusive qui ne laisse personne de côté : les populations victimes de discrimination en matière d'accès à l'éducation

---

Ce document intègre les réponses des communautés d'apprentissage de Bolivie, du Brésil, du Tchad, de l'Équateur, du Salvador, du Honduras, d'Italie (IRFEYAL Milano), de Madagascar, du Nicaragua, du Panama, du Paraguay, du Pérou, de la République dominicaine, de l'Uruguay et du Venezuela, correspondant aux sessions 1 et 2 du tableau 1.

SESSION 1

Question 1a. Quels groupes ont été exclus du droit à l'éducation et devraient être pris en compte ? Pourquoi ?

Contributions par pays

- **Bolivie:** Les personnes handicapées, les élèves qui abandonnent leurs études alternatives et supérieures, femmes ayant des responsabilités domestiques et/ou en situation de violence, enfants orphelins ou semi-orphelins à cause de la pandémie, familles migrantes et personnes âgées.
- **Brésil:** Enfants et adolescents dans les territoires migratoires et frontaliers (Boa Vista), étudiants autochtones (Tocantínia), femmes dans les périphéries urbaines marquées par la violence (Montes Claros) et étudiants issus de communautés rurales aux transports précaires (Vazantes).
- **Tchad:** Enfants vivant dans la pauvreté, enfants handicapés, enfants des rues, réfugiés, filles victimes de mariages précoces et jeunes touchés par l'exode rural.
- **Équateur:** Personnes vivant dans l'extrême pauvreté, étudiants en situation de mobilité humaine, adolescents avec enfants, étudiants autochtones, personnes handicapées et travailleurs en âge scolaire.
- **Salvador:** Les personnes analphabètes (en particulier les femmes et les personnes de plus de 60 ans), les jeunes qui travaillent ou s'occupent de membres de leur famille, les étudiants touchés par la migration familiale et les adolescentes enceintes.
- **Honduras:** Adolescents et jeunes travailleurs, jeunes vivant dans des zones contrôlées par des gangs, filles ayant des responsabilités domestiques et mères célibataires, adultes sans accès à un emploi flexible et communautés garifunas confrontées à des barrières culturelles et linguistiques.

- **Italie (IRFEYAL Milan):** Jeunes et adultes migrants confrontés à des barrières linguistiques et culturelles, personnes ayant interrompu leur parcours scolaire pour des raisons professionnelles ou familiales, et étudiants atteints de TDAH ou d'autres besoins d'apprentissage spécifiques.
- **Madagascar:** Filles et adolescentes exposées à des grossesses et des unions précoces, enfants vivant dans la pauvreté, enfants handicapés et élèves issus de zones rurales reculées.
- **Nicaragua:** Élèves handicapés, enfants et adolescents issus de zones rurales, élèves confrontés à des difficultés économiques, filles assumant des rôles traditionnels liés au genre, enfants de familles migrantes ou de familles en situation de désintégration, et jeunes ayant des responsabilités professionnelles ou domestiques.
- **Panama:** Enfants et adolescents migrants dans un contexte de piégeage social, peuples autochtones (en particulier la région Ngäbe-Buglé), jeunes en situation de pauvreté et d'exclusion socio-économique, femmes adultes exclues du système formel et familles en situation de mobilité.
- **Paraguay:** Familles nomades, élèves en retard scolaire, adolescentes enceintes, enfants vivant dans l'extrême pauvreté sans accès à la nourriture et jeunes gens accablés par le travail familial.
- **Pérou:** Enfants de 0 à 3 ans sans prise en charge éducative, enfants hospitalisés de façon prolongée, personnes handicapées, femmes et filles rurales, jeunes et adultes ayant abandonné l'école pour des raisons économiques, population migrante vénézuélienne, peuples autochtones, population afro-descendante, enfants trop âgés exclus par la réglementation et personnes privées de liberté.
- **République dominicaine:** Enfants vivant dans la pauvreté ou en situation de vulnérabilité socio-économique, élèves handicapés ou ayant des besoins spéciaux, adolescents ayant des responsabilités professionnelles ou familiales, migrants haïtiens sans papiers, mères adolescentes et jeunes adultes.
- **Uruguay:** Enfants vivant dans la pauvreté structurelle des quartiers périphériques, adolescents travailleurs, mères adolescentes, personnes handicapées, migrants et Afro-descendants, adolescents victimes de violence et personnes âgées sans perspectives d'emploi flexibles.
- **Venezuela:** Enfants et jeunes travailleurs (secteurs informel, minier et agricole), populations rurales isolées, populations autochtones urbaines et périurbaines, élèves handicapés, personnes s'occupant d'enfants et mères adolescentes, et enfants vivant dans l'extrême pauvreté.

Synthèse globale

Dans tous les contextes, les mêmes groupes exclus se répètent invariablement : les filles et les adolescentes affectées par les rôles de genre, le mariage précoce et la maternité précoce ; les enfants et les jeunes vivant dans la pauvreté et contraints de travailler ; les personnes atteintes de

Le handicap sans infrastructures ni enseignants adéquats ; les populations migrantes confrontées à des obstacles documentaires, linguistiques et culturels ; les communautés rurales et autochtones souffrant de difficultés géographiques et d'un manque de pertinence culturelle ; les adultes reprenant leurs études sans options flexibles ; et les jeunes ayant des responsabilités familiales incompatibles avec leur scolarité. L'exclusion n'est pas due à une cause unique, mais plutôt à l'accumulation de facteurs économiques, socioculturels, géographiques et institutionnels qui se renforcent mutuellement.

Question 1a-i. Tous les enfants et les jeunes de la communauté vont-ils à l'école ? Qui n'y va pas et pourquoi ?
Contributions par pays

- **Bolivie:** Non. Les élèves des zones rurales et dispersées, les personnes handicapées, Les jeunes qui ignorent les options éducatives alternatives et qui n'ont pas les moyens de faire des études supérieures sont exclus du système.
- **Brésil:** Pas entièrement. À Boa Vista, les familles migrantes sont confrontées à la bureaucratie et au manque de places dans les écoles ; à Tocantínia, les élèves autochtones subissent des discriminations ; à Montes Claros, les femmes vivant en périphérie sont confrontées à la violence et à des conditions de vie précaires ; à Vazantes, les élèves des zones rurales doivent quitter leur domicile à quatre heures du matin.
- **Tchad:** Non. Les groupes les plus défavorisés sont les enfants issus de familles très pauvres, les filles fiancées, les enfants handicapés et les personnes déplacées par les conflits.
- **Équateur:** Pas tous. Environ 10 % des jeunes n'ont pas accès à l'éducation entre la 8e année et la fin du secondaire. Cette absence est due à la pauvreté, aux migrations internes, à une charge de travail domestique excessive et au manque de soutien familial.
- **Salvador:** Non. Les adolescents et les jeunes adultes travaillent ou s'occupent de leurs frères et sœurs ; d'autres ont émigré. Le taux de scolarisation national est de 72,3 %, avec un écart plus important dans les zones rurales.
- **Honduras:** Non. Les jeunes issus des territoires contrôlés par les gangs ne peuvent pas se rendre dans les zones rivales ; les filles assument des rôles domestiques dès leur plus jeune âge ; le coût de l'éducation exclut les familles pauvres.
- **Italie:** Officiellement, oui (l'école est obligatoire jusqu'à 16 ans), mais les jeunes de plus de 17 ans issus de l'immigration ou récemment arrivés se heurtent à des barrières linguistiques et culturelles. Les adultes ayant interrompu leurs études sont également exclus.
- **Madagascar:** Non. Les filles sont les plus touchées, que ce soit par des grossesses précoces, les responsabilités domestiques ou les mariages précoces. Les enfants des zones rurales éloignées des établissements d'enseignement secondaire ne peuvent pas non plus poursuivre leur scolarité.
- **Nicaragua:** La majorité des élèves participent aux cours, mais un certain pourcentage risque d'abandonner en raison d'un manque de suivi familial, de difficultés économiques et de facteurs émotionnels.

- **Panama:** Pas entièrement. Les populations migrantes en transit et les communautés autochtones des régions reculées sont les plus sous-représentées. Seuls 27 % des enfants migrants atteignent le niveau de lecture minimal.
- **Paraguay:** Non. Les familles nomades génèrent de fréquentes entrées et sorties du système ; les enfants vivant dans l'extrême pauvreté ne fréquentent pas l'école même s'ils y sont inscrits ; le dépassement de l'âge entraîne l'exclusion en raison de la rigidité de la réglementation.
- **Pérou:** Non. Environ 400 000 enfants de moins de 36 mois n'ont pas accès à l'éducation préscolaire ; plus de 9 000 000 d'adultes de plus de 15 ans n'ont pas terminé leurs études de base ; la population migrante vénézuélienne est fortement déconnectée du système.
- **République dominicaine:** Non. Les enfants issus de familles à faibles revenus, les élèves à besoins particuliers, les enfants sans papiers et les enfants de familles où les parents négligents sont soit exclus du système scolaire, soit scolarisés de manière irrégulière. Le taux de scolarisation dans le secondaire au niveau national est de 70,7 %.
- **Uruguay:** Non. Les adolescents qui travaillent, les jeunes mères sans réseau de soutien, les jeunes stigmatisés issus des périphéries et les personnes aux parcours discontinus sont laissés pour compte ou se désengagent progressivement.
- **Venezuela:** Non. Les enfants vivant dans l'extrême pauvreté, les jeunes qui génèrent des revenus, les étudiants sans papiers et les communautés rurales sans écoles fonctionnelles sont exclus du système.

Synthèse globale
Dans aucun pays, tous les enfants et les jeunes ne fréquentent l'école. Les principales causes d'absentéisme sont la nécessité économique (travail ou contribution aux besoins du foyer), les barrières géographiques (distance et transports), l'absence de papiers, les rôles de genre imposés aux filles, les mariages et grossesses précoces, la discrimination à l'encontre des populations autochtones et migrantes, et des réglementations rigides qui excluent les élèves trop âgés. Bien souvent, les élèves sont inscrits mais ne fréquentent pas l'école.

Question 1a-ii. Que fait l'établissement scolaire lorsqu'un élève est fréquemment absent ou envisage d'abandonner ses études ? Comment l'établissement scolaire prend-il en compte les besoins des élèves en situation de handicap, de ceux qui travaillent ou de ceux qui ont d'autres responsabilités ?
Contributions par pays

- **Bolivie:** Un soutien psychopédagogique, des adaptations curriculaires et une collaboration étroite avec les familles sont proposés. Un soutien spécialisé est prévu pour les élèves en situation de handicap, mais il reste insuffisant. FeyAlegría propose un suivi personnalisé et un soutien aux classes.

- **Brésil:** Ces centres organisent des cercles de conversation, des séances d'écoute collective et des visites à domicile. Nombre d'entre eux proposent des horaires flexibles adaptés aux populations migrantes et autochtones.
- **Tchad:** Les enseignants contactent les familles et effectuent des visites à domicile ; les enseignants communautaires jouent un rôle essentiel. Les aménagements pour les personnes handicapées sont très limités en raison du manque de ressources.
- **Équateur:** Les procédures d'appels téléphoniques, de convocations, de visites à domicile, d'identification des causes et de signalement des négligences sont mises en œuvre. Des horaires flexibles et des aménagements pédagogiques sont proposés aux étudiants ayant des responsabilités professionnelles.
- **Salvador:** Le protocole national exige d'informer le directeur, qui fait ensuite un rapport à la CONAPINA pour les visites à domicile. Un nivellement scolaire et une réinsertion professionnelle sont mis en œuvre. Les jeunes ruraux travaillant à la récolte du café reçoivent des permis spéciaux.
- **Honduras:** Des entretiens sont menés auprès des membres de la famille, des visites à domicile sont effectuées et une coordination avec les services sociaux est mise en place. L'aide aux personnes handicapées est apportée bénévolement par des enseignants qui ne reçoivent aucune formation formelle.
- **Italie:** IRFEYAL Milano active le tutorat, offre un accompagnement personnalisé, des stratégies pédagogiques adaptées au TDAH et suit les étudiants avec des horaires flexibles compatibles avec le travail.
- **Madagascar:** Les communautés effectuent des visites à domicile et un suivi auprès des élèves à risque, avec le soutien d'organismes communautaires. Les aménagements pour les personnes handicapées sont très limités.
- **Nicaragua:** Les centres mettent en œuvre une communication constante avec les parents, un suivi de la fréquentation, un soutien psychologique, des adaptations pédagogiques et des aménagements raisonnables en fonction des besoins spécifiques.
- **Panama:** Le programme Tejiendo Amaneceres propose un encadrement flexible, une évaluation diagnostique personnalisée et un soutien socio-émotionnel. Pour les élèves en situation de handicap, le programme intègre des approches interculturelles et une adaptation méthodologique.
- **Paraguay:** Des entretiens individuels sont menés, les familles sont contactées, des aménagements d'horaires sont proposés aux personnes qui travaillent, le télétravail est possible et les dates d'inscription sont flexibles. Les enfants présentant des profils d'apprentissage neurodivergents sont scolarisés jusqu'à la fin de leur scolarité obligatoire, malgré le manque de formation des enseignants.
- **Pérou:** Les établissements scolaires mettent en œuvre des modalités d'inscription flexibles, des campus satellites pour améliorer l'accès aux services, des visites à domicile et des ateliers pour les parents. Des stratégies diversifiées existent pour les élèves en situation de handicap, bien qu'elles soient insuffisantes en milieu rural.
- **République dominicaine:** Le protocole national stipule que les enseignants doivent signaler les absences injustifiées le deuxième jour ; le troisième jour, le chef d'établissement en informe le district et le CONANI (Conseil national de l'enfance et de l'adolescence). Les centres Fe y Alegría (Foi et Joie) proposent également un soutien socio-émotionnel, des adaptations pédagogiques et des visites à domicile.

- **Uruguay:** Les centres de jeunesse Fe y Alegría sont des espaces d'écoute et d'accompagnement actif ; les éducateurs s'enquièrent du bien-être des jeunes et les encouragent à s'investir dans leur développement. Des réseaux de protection contre les situations d'abus et de soutien aux processus émotionnels que le système formel ignore.
- **Venezuela:** Des systèmes d'alerte précoce sont activés, comprenant des appels téléphoniques, des visites à domicile, une coordination avec le Bureau du Médiateur et des accords de suivi. Des horaires alternatifs, l'enseignement à distance et des modèles d'apprentissage productifs (par la pratique) sont mis en œuvre.

Synthèse globale

La réponse institutionnelle à l'absentéisme scolaire suit un processus commun à tous les pays: prise de contact avec la famille, visite à domicile, identification des causes et accompagnement personnalisé. Les écoles affiliées à Fe y Alegría vont au-delà du protocole officiel en intégrant un soutien socio-émotionnel et pastoral. Les aménagements pour les élèves en situation de handicap, les élèves salariés ou ceux ayant des responsabilités familiales restent insuffisants dans la plupart des contextes : on constate un manque d'enseignants formés, d'infrastructures adéquates et d'une réelle flexibilité des programmes. Les progrès les plus significatifs sont observés là où existent des horaires alternatifs, des programmes modulaires et des liens étroits avec la communauté.

Question 1a-iii. Combien cela coûte-t-il aux familles d'envoyer leurs enfants à l'école (uniformes, transport, fournitures, nourriture) ?
Contributions par pays

- **Bolivie:** Les coûts économiques (transport, alimentation, matériel) nous contraignent à… De nombreux étudiants abandonnent leurs études, notamment dans l'enseignement alternatif et supérieur. Les chiffres exacts ne sont pas disponibles.
- **Brésil:** À Vazantes, les étudiants quittent leur domicile à 4 h du matin ; le manque de fiabilité des transports constitue le principal obstacle. À Boa Vista, les migrations augmentent les coûts indirects d'accès au système.
- **Tchad:** Plus de 50 000 FCFA par an et par élève, une somme inaccessible à la plupart des familles de Guéra. Ce coût constitue le principal obstacle à l'accès à l'éducation.
- **Équateur:** Entre 50 et 70 USD par mois pour les familles des environs ; le coût annuel estimé par élève au centre Gonzalo Cordero est d'environ 1 060 USD (uniformes 190 USD, transport 600 USD, nourriture 120 USD, fournitures scolaires 150 USD).
- **Salvador:** Le coût mensuel par élève est d'environ 25 USD, réduit grâce au programme « Ma nouvelle école » (uniformes, fournitures scolaires, repas, ordinateurs portables). En zone rurale, le transport représente le principal poste de dépense.

- **Honduras:** L'État ne garantit pas une éducation véritablement gratuite : les infrastructures, la sécurité et le matériel pédagogique sont à la charge des familles. Les chiffres exacts ne sont pas disponibles.
- **Italie (IRFEYAL Milano):** À Milan, les frais annuels de scolarité varient de 2 000 à 4 000 euros par élève dans les écoles publiques (hors écoles privées). Tableau des écoles
  Les frais de scolarité (150 à 200 euros tous les deux mois), les manuels scolaires (300 à 400 euros) et les activités extrascolaires (50 à 200 euros par mois) constituent les principales dépenses. À Madagascar, la pauvreté empêche de
- nombreuses familles de couvrir les fournitures scolaires, la nourriture, les vêtements et les frais de transport vers les établissements secondaires situés dans des zones reculées.
  Nicaragua: Bien que l'enseignement public soit gratuit, les uniformes, les fournitures
- scolaires, le transport et la nourriture représentent une charge importante. Dans les écoles privées, les coûts augmentent considérablement en raison des frais de scolarité et des cotisations mensuelles.
- **Panama:** La pauvreté et les migrations font que la survie des familles est directement mise en concurrence avec les coûts de la scolarité (matériel, transport). Les chiffres exacts ne sont pas disponibles.
- **Paraguay:** Le coût estimé est d'environ 300 000 guaranis par élève. L'école fournit une aide sous forme de kits et de nourriture, mais les uniformes et les fournitures
- scolaires représentent une charge importante pour les familles vulnérables.
  Pérou: La pauvreté constitue le principal obstacle structurel. Bien qu'il n'existe pas de chiffres précis au niveau national, le coût du transport, de l'alimentation et des matières premières dans les zones rurales est prohibitif pour les familles.
- **République dominicaine:** Le coût annuel estimé (à un taux de change de 1 USD = 58,85 pesos) est d'environ 81 000 à 138 000 pesos par élève : uniformes (6 000 à 8 000), transport (33 000 à 66 000), fournitures scolaires (20 000) et collations (22 000 à 44 000). Le transport représente le poste de dépense le plus important.
- **Uruguay:** Bien que l'enseignement public soit gratuit, les coûts réels incluent le matériel technologique, l'accès à Internet, les vêtements, la nourriture et le fardeau émotionnel lié à la stigmatisation et à la solitude. Les jeunes soulignent que « l'éducation n'est pas gratuite ».
  Venezuela : Entre 400 et 800 dollars américains par an et par élève, soit environ 60 % du panier alimentaire de base, les dépenses liées aux uniformes, au transport, aux fournitures scolaires et à la nourriture sont insoutenables pour la plupart des familles.

Synthèse globale

Le coût réel de l'éducation, bien que formellement gratuite dans de nombreux pays, constitue un obstacle majeur dans tous les contextes. Le transport représente le poste de dépense le plus important dans les zones rurales et périurbaines ; les fournitures scolaires, l'alimentation et les vêtements complètent le fardeau. Les programmes étatiques fournissant fournitures scolaires, uniformes et repas réduisent l'écart, mais ne l'éliminent pas, notamment pour les familles nombreuses, les familles migrantes ou celles vivant dans des zones non couvertes par ces programmes. Dans des pays comme le Venezuela et l'Équateur, les dépenses annuelles par élève peuvent dépasser 50 % du revenu familial.

Question 1b. Quel est le rôle de la communauté éducative pour garantir le droit de ces groupes à accéder à l'éducation et à poursuivre leurs études ?
Contributions par pays

- **Bolivie:** Fe y Alegría joue un rôle fédérateur : soutien psycho-pédagogique en classe, suivi personnalisé, stratégies de motivation et adaptation des contenus aux besoins réels. La communauté éducative fait office de filet de sécurité.
- **Brésil:** Des communautés d'apprentissage sont mises en place comme espaces d'analyse critique du territoire ; éducateurs, familles et responsables élaborent collectivement des propositions de transformation. Le dialogue interculturel y occupe une place centrale.
- **Tchad:** Les parents (APE/AME), les enseignants de la communauté, les directeurs d'école et les inspecteurs collaborent à la sensibilisation, à la gestion des ressources locales (AGR) et au soutien aux familles. Les chefs religieux et communautaires sont des alliés essentiels.
- **Équateur:** Les enseignants apportent leur soutien et rendent compte ; les familles soutiennent et participent ; les élèves prennent des responsabilités ; l'équipe dirigeante assure la coordination. Fe y Alegría intègre des partenariats avec les centres de santé et les municipalités.
- **Salvador:** La communauté éducative favorise une culture d'inclusion, coordonne ses actions avec le MINEDUCYT et la CONAPINA, développe des projets d'alphabétisation et de compétences générales, et gère des alliances avec des organisations locales.
- **Honduras:** Ces centres travaillent avec les familles, suivent l'assiduité et collaborent avec des organisations externes. Leur objectif est de renforcer le leadership des jeunes comme moteur de changement.
- **Italie:** Les enseignants soutiennent des parcours d'apprentissage diversifiés ; les familles apportent la motivation ; les élèves participent activement ; l'équipe IRFEYAL de Milan favorise l'intégration sociale et un accompagnement personnalisé.
- **Madagascar:** Les communautés mènent des actions de sensibilisation, de suivi et de visites à domicile. Elles réclament une plus grande implication des autorités et des partenaires au développement.
- **Nicaragua:** Le système éducatif favorise l'accès inclusif à l'éducation, met en œuvre des stratégies de maintien des élèves, élabore des campagnes de sensibilisation et soutient les élèves vulnérables en leur fournissant du matériel et des conseils. Il analyse la situation économique des familles pour attribuer des bourses d'études.
- **Panama:** Fe y Alegría œuvre à la reconstruction du lien famille-école par le biais de rencontres communautaires, de programmes de formation et de réseaux de soutien. L'organisation milite également pour des politiques visant à éliminer les obstacles liés à la documentation.

- **Paraguay:** Les équipes zonales analysent le contexte, travaillent avec des psychologues et des psychologues scolaires, et se coordonnent avec CODENI pour protéger les droits des enfants.
- **Pérou:** Aujourd'hui, les écoles jouent un rôle d'agents d'intervention sociale : écoles de parents, suivi et visites à domicile, formation technique, partenariats avec des entreprises et des centres périphériques pour rapprocher l'offre des communautés.
- **République dominicaine:** La communauté éducative assure le suivi de l'assiduité, détecte les facteurs de risque, apporte un soutien socio-émotionnel et communique avec les élèves.
  Les familles, protège les élèves et assure la coordination avec CONANI et les organisations communautaires.
- **Uruguay:** Les centres de jeunesse Fe y Alegría sont des espaces sûrs où l'écoute active et la protection contre les abus sont assurées. Les éducateurs apportent un soutien émotionnel et renforcent le sentiment d'appartenance des jeunes.
- **Venezuela:** La communauté éducative assume la responsabilité du suivi, de la recherche active des élèves, du soutien psychologique, de la gestion des repas scolaires, de l'offre de services de tutorat et de la coordination avec les institutions publiques. Des observateurs communautaires effectuent un suivi sur place.

Synthèse globale

La communauté éducative – enseignants, familles, élèves, administration et associations – est le premier maillon de la garantie du droit à l'éducation. Son rôle ne se limite pas à l'enseignement : il englobe le soutien socio-émotionnel, la recherche active d'élèves, la médiation avec les familles et la coordination avec les institutions étatiques et les organisations de la société civile. Fe y Alegría se distingue par la mise en place de réseaux de soutien complets qui s'étendent au-delà de la salle de classe, transformant l'école en un espace communautaire d'entraide et de changement social.

SESSION 2

La communauté éducative – enseignants, familles, élèves, administration et associations – est le premier maillon de la garantie du droit à l'éducation. Son rôle ne se limite pas à l'enseignement : il englobe le soutien socio-émotionnel, la recherche active d'élèves, la médiation avec les familles et la coordination avec les institutions étatiques et les organisations de la société civile. Fe y Alegría se distingue par la mise en place de réseaux de soutien complets qui s'étendent au-delà de la salle de classe, transformant l'école en un espace communautaire d'entraide et de changement social.

Question 2a. Connaissez-vous des données spécifiques ou la situation dans votre ville ou votre pays qui démontrent les principales lacunes en matière d'accès à l'éducation et de maintien de la population dans le système éducatif ?
Contributions par pays

- **Bolivie:** Les disparités économiques entravent la continuité de l'éducation alternative. et plus encore. D'importantes disparités territoriales existent entre les zones urbaines, périurbaines et rurales. Les répercussions de la pandémie persistent.
- **Brésil:** À Boa Vista, la bureaucratie et le manque de documents entravent l'accès initial à l'éducation. À Tocantínia, la discrimination ethnique nuit au maintien des élèves à l'école. À Vazantes, l'insuffisance des transports scolaires entraîne un fort taux d'abandon scolaire chez les jeunes ruraux.
- **Tchad:** Dans la région de Guéra, le taux de scolarisation est faible ; le coût, supérieur à 50 000 FCFA par an, exclut la plupart des élèves. Le taux de rétention scolaire est affecté par le manque de cantines scolaires, des infrastructures inadéquates et les mariages précoces.
- **Équateur:** En Amérique latine et dans les Caraïbes, 10,4 millions d'enfants et de jeunes ne sont pas scolarisés. Le quintile le plus défavorisé n'achève ses études secondaires qu'à un taux de 44,1 %, contre…Ce taux atteint 84,6 % du quintile supérieur. À Ibarra, la démotivation des jeunes est observée en raison de la corruption, du chômage et des difficultés d'accès à l'université.
- **Salvador:** Le taux d'analphabétisme national est de 8,8 % (25 % chez les plus de 60 ans, 14 % en milieu rural et 10,2 % chez les femmes). La scolarisation des enfants de 0 à 17 ans atteint 72,3 % ; seuls 18,6 % poursuivent des études supérieures. Les taux d'abandon scolaire sont liés aux migrations, à l'emploi et aux disparités entre zones rurales et urbaines.
- **Honduras:** L'État ne garantit pas une éducation véritablement gratuite ; les coûts liés aux infrastructures, à la sécurité et au matériel scolaire sont à la charge des familles. La fracture numérique s'aggrave lors des crises climatiques, lorsque l'enseignement devient virtuel.
- **Italie:** Les principaux groupes en difficulté sont les migrants récemment arrivés, les adultes qui concilient travail et études, et les élèves à besoins éducatifs particuliers. Les statistiques nationales sur l'exclusion sévère ne sont pas publiées, compte tenu de la couverture formelle assurée par le système.
- **Madagascar:** La pauvreté constitue le principal obstacle (fournitures scolaires, alimentation, transport). L'éloignement des établissements d'enseignement secondaire entraîne un fort taux d'abandon scolaire dans les zones rurales. Les enfants handicapés manquent d'infrastructures et de soutien spécialisé.
- **Nicaragua:** Les principaux problèmes sont la crise migratoire (parents absents), la promotion automatique sans véritable apprentissage, le travail des enfants, les violences sexistes et les grossesses adolescentes.
- **Panama:** Seuls 27 % des enfants migrants atteignent le niveau de compétence minimal en lecture et 26 % en mathématiques. Les écarts sont à la fois quantitatifs (années de scolarité) et qualitatifs (apprentissage effectif). Les inégalités territoriales et culturelles sont exacerbées au sein des communautés autochtones.
- **Paraguay:** Le taux d'abandon scolaire dans l'enseignement secondaire est de 6,5 % ; au troisième cycle (de la 7e à la 9e année), il est de 7,9 %. Six élèves sur dix n'achèvent pas leurs études. Les principales causes sont la pauvreté, les mauvais résultats scolaires et les grossesses précoces.

- **Pérou:** Plus de 9 millions de personnes âgées de plus de 15 ans n'ont pas terminé leurs études primaires ; 57 % des personnes présentant des lacunes scolaires ont entre 30 et 59 ans ; 55 % sont des femmes. Environ 67 957 enfants et adolescents migrants vénézuéliens ne sont pas enregistrés dans le système.
- **République dominicaine:** 2 617 801 élèves sont inscrits dans l'enseignement pré-universitaire (dont 77,6 % dans le secteur public). Le taux de scolarisation dans le primaire est de 92,6 % et celui dans le secondaire de 70,7 %. Le taux d'abandon scolaire dans le secondaire est de 5,7 % (2024-2025). L'association Fe y Alegría Dominicana maintient un taux d'abandon scolaire de 0,03 %. On compte 15 755 élèves en situation de handicap présentant des difficultés d'apprentissage persistantes.
- **Uruguay:** L'enseignement public est officiellement gratuit, mais les coûts réels (technologie, connectivité, alimentation, stigmatisation) engendrent de réelles inégalités. Les adolescents affirment que « le système nous exclut » par des systèmes d'évaluation rigides et un manque de soutien.
- **Venezuela:** Entre 400 et 800 dollars américains par an et par élève représentent 60 % du panier alimentaire de base. Plus de 60 % des élèves suivant un enseignement alternatif ont abandonné leurs études pour des raisons professionnelles. Les inondations de 2025 à Apure ont détruit des habitations et aggravé les difficultés d'accès à l'éducation.

Synthèse globale
Dans tous les contextes, il est confirmé que l'accès formel au système éducatif ne garantit ni la persévérance scolaire ni un apprentissage véritable. Les inégalités les plus criantes se concentrent dans l'enseignement secondaire et supérieur, dans les zones rurales et périurbaines, et touchent de manière disproportionnée les femmes, les peuples autochtones, les migrants et les personnes vivant dans l'extrême pauvreté. Les données disponibles, bien qu'hétérogénées, convergent : l'inégalité scolaire est structurelle et se perpétue de génération en génération si ses causes économiques, culturelles et territoriales ne sont pas prises en compte.

Question 2b. Existe-t-il des lacunes d'apprentissage dans votre contexte ? Lesquelles ? Quelles réactions suscitent ces lacunes chez nous ?
Contributions par pays

- **Bolivie:** Différences de niveaux d'apprentissage selon la condition Facteurs socio-économiques, difficultés post-pandémiques, manque de ressources technologiques et besoin d'un soutien pédagogique adapté aux élèves en situation de handicap.
- **Brésil:** des méthodes décontextualisées et trop axées sur le contenu limitent l'apprentissage ; en Tocantínia, la discrimination ethnique engendre des inégalités de reconnaissance. Malgré l'extrême vulnérabilité, la soif d'apprendre demeure forte.
- **Tchad:** La qualité de l'éducation est affectée par la pénurie d'enseignants qualifiés, le manque de manuels et de matériel pédagogique, et la faible motivation des enseignants communautaires.

- **Équateur:** Des inégalités économiques, sécuritaires (trafic de drogue, recrutement d'étudiants par des groupes criminels organisés), de genre, géographiques et numériques ont été constatées. La pénurie d'enseignants est critique (50 millions seront nécessaires dans le monde d'ici 2030). Ces inégalités suscitent l'indignation et un sentiment d'impuissance, qui se mue ensuite en engagement.
- **Bolivie:** Différences de niveaux d'apprentissage selon la condition Facteurs socio-économiques, difficultés post-pandémiques, manque de ressources technologiques et besoin d'un soutien pédagogique adapté aux élèves en situation de handicap.
- **Brésil:** des méthodes décontextualisées et trop axées sur le contenu limitent l'apprentissage ; en Tocantínia, la discrimination ethnique engendre des inégalités de reconnaissance. Malgré l'extrême vulnérabilité, la soif d'apprendre demeure forte.
- **Tchad:** La qualité de l'éducation est affectée par la pénurie d'enseignants qualifiés, le manque de manuels et de matériel pédagogique, et la faible motivation des enseignants communautaires.
- **Équateur:** Des inégalités économiques, sécuritaires (trafic de drogue, recrutement d'étudiants par des groupes criminels organisés), de genre, géographiques et numériques ont été constatées. La pénurie d'enseignants est critique (50 millions seront nécessaires dans le monde d'ici 2030). Ces inégalités suscitent l'indignation et un sentiment d'impuissance, qui se mue ensuite en engagement.
- **Salvador:** Lacunes en matière d'alphabétisation (compréhension de lecture limitée à tous les niveaux), de raisonnement logico-mathématique, fracture numérique secondaire (accès sans compétences essentielles), de compétences de vie courante et de difficultés socio-émotionnelles (estime de soi, comportement, relations). Ces lacunes suscitent l'inquiétude et incitent à agir.
- **Honduras:** Des lacunes persistent en raison du coût réel élevé de l'éducation, de l'éloignement géographique et du manque de plateformes virtuelles institutionnelles. Ces facteurs engendrent de la frustration et une volonté de nouer des partenariats extérieurs.
- **Italie:** On observe d'importantes disparités dans les connaissances préalables des élèves reprenant leurs études après des années d'absence, des difficultés à maîtriser l'italien pour les migrants et un manque d'accès aux outils numériques et à leur utilisation. Ces problèmes suscitent des inquiétudes et renforcent l'engagement en faveur de l'inclusion.
- **Madagascar:** L'insuffisance des infrastructures, le manque de matériel pédagogique, les classes à plusieurs niveaux et la nécessité de renforcer les compétences des enseignants suscitent des inquiétudes et des appels à une plus grande implication des autorités publiques.
- **Nicaragua:** Un décalage entre le contenu des programmes scolaires et la réalité des étudiants ; une prédominance de l'apprentissage par cœur ; un manque de pensée critique, de compétences socio-émotionnelles et de créativité ; et une inadéquation entre l'offre éducative et le marché du travail suscitent des inquiétudes, un sentiment d'impuissance et un engagement renouvelé.
- **Panama:** Lacunes cognitives (seulement 27 % des migrants atteignent le niveau de lecture minimal), lacunes émotionnelles (le stress et la précarité réduisent la capacité d'apprendre), lacunes institutionnelles (les élèves doivent « recommencer à zéro ») et lacunes culturelles (manque de pertinence dans les communautés autochtones).

- **Paraguay:** Le taux d'abandon scolaire augmente dès l'âge de 15 ans ; six élèves sur dix n'obtiennent pas leur diplôme. Causes : pauvreté, mauvais résultats scolaires, grossesses adolescentes. Cette situation engendre épuisement professionnel, frustration et sentiment d'impuissance face aux institutions.
- **Pérou:** Le programme scolaire standardisé ne tient pas compte de la diversité linguistique, culturelle et territoriale. La formation des enseignants ne les prépare pas à gérer cette diversité. Les inégalités socio-émotionnelles (violence, discrimination) affectent la motivation et le bien-être des élèves.
- **République dominicaine :** Lacunes en compréhension de lecture et en raisonnement mathématique (constatées par les tests nationaux et internationaux), difficultés économiques et familiales, démotivation, obtention de notes suffisantes sans réelles compétences, manque de personnel pour les élèves à besoins éducatifs particuliers et insuffisance de travail sur les compétences socio-émotionnelles. Ces problèmes suscitent l'indignation et un engagement éthique.
- **Uruguay:** Le système d'évaluation rigide ne tient pas compte des crises familiales ni des problèmes de santé mentale. La fracture numérique touche de manière disproportionnée les ménages les plus pauvres. L'âgisme institutionnel et un environnement hostile poussent progressivement les jeunes à quitter le pays. Cette situation suscite l'indignation et des demandes de réforme systémique.
- **Venezuela:** Le fossé technologique est double : certaines écoles sont totalement dépourvues d'équipement, tandis que d'autres font un usage inapproprié des téléphones portables, source de distraction. Le manque d'enseignants spécialisés fragilise les systèmes d'alerte précoce. Les écoles qui privilégient l'apprentissage par la pratique obtiennent des résultats positifs.

Synthèse globale
Les inégalités d'apprentissage sont universelles et touchent tous les contextes, dépassant le simple cadre des résultats scolaires : elles englobent des lacunes cognitives, socio-émotionnelles, numériques, culturelles et liées à la pertinence des programmes. La réaction courante mêle indignation face à ces inégalités structurelles et volonté de les transformer par la pédagogie. Ce document, largement partagé, souligne que l'homogénéité des programmes scolaires, le manque d'enseignants qualifiés et le décalage entre l'école et la réalité des élèves constituent les obstacles pédagogiques les plus urgents à surmonter.

Question 2c. Quelles sont les conditions de l'école dans votre communauté ? Y a-t-il suffisamment d'enseignants ? Quels sont les supports pédagogiques utilisés en classe ?
Contributions par pays

- **Bolivie :** Défis liés au retard éducatif, nécessité de renforcer
  Manque de compétences des enseignants, absence de stratégies pédagogiques adaptées à la diversité. Connectivité et ressources technologiques insuffisantes en milieu rural.
- **Brésil :** Les conditions varient selon les régions ; la précarité est plus grande en milieu rural. Le matériel est rudimentaire. La méthodologie dialogique (cercles de conversation) est le principal outil pédagogique de Fe y Alegría.
  Tchad : Infrastructures insuffisantes, absence de cantines scolaires, pénurie d'enseignants qualifiés et de matériel pédagogique. Les enseignants communautaires sont sous-payés et reçoivent peu de formation.
- **Équateur:** Infrastructures diverses : des centres bien équipés (Juan Pablo II) aux espaces dégradés (La Tola, El Porvenir). Les manuels scolaires publics arrivent en retard. Des projets innovants, des tableaux blancs et une variété de supports pédagogiques sont utilisés.
- **Salvador:** Le ministère de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie (MINEDUCYT) fournit uniformes, matériel scolaire, manuels et ordinateurs portables. Un enseignant a entre 30 et 45 élèves. Trois écoles Fe y Alegría sont équipées d'écrans LED et d'un accès internet, mais les ressources numériques sont insuffisantes pour tous les élèves simultanément. Certaines salles de classe souffrent d'un manque de ventilation et d'éclairage.
- **Honduras:** L'État ne finance que les salaires des enseignants ; le reste repose sur les familles et les communautés. La fracture numérique est importante : il n'existe aucune plateforme en ligne institutionnelle. Les enseignants consacrent une partie de leur salaire à l'achat de matériel pédagogique.
- **Italie:** IRFEYAL Milano dispose d'une équipe dédiée, de manuels scolaires, de ressources imprimées, de ressources audiovisuelles, de plateformes numériques et d'outils technologiques. La qualité de son environnement est reconnue par la communauté éducative.
- **Madagascar:** Infrastructures insuffisantes, classes multi-niveaux, matériel pédagogique rare et nécessité de renforcer la formation continue des enseignants. Le lien entre la communauté et l'école constitue un atout.
- **Nicaragua:** Les centres disposent d'infrastructures adéquates, mais manquent de salles de classe et d'enseignants. Du matériel pédagogique, des fiches d'inscription, des guides d'apprentissage et des livres sont disponibles (mais pas systématiquement). La bibliothèque virtuelle de Fe y Alegría International est utilisée.
- **Panama:** Fe y Alegría utilise des programmes modulaires et des stratégies multi-niveaux adaptées aux contextes de mobilité. Les conditions matérielles dans les communautés autochtones sont précaires.
- **Paraguay:** Les infrastructures et le mobilier sont adéquats. Le nombre d'enseignants est suffisant pour les matières fondamentales, mais il y a des pénuries en informatique, danse, guitare et éducation physique. Des psychologues sont disponibles, mais leurs heures de consultation sont limitées.
- **Pérou:** Les Centres d'éducation de base pour adultes (CEBA) et les Centres d'éducation technique et productive (CETPRO) proposent des formations techniques adaptées au marché du travail. Dans les zones rurales et amazoniennes, les infrastructures sont précaires et la connectivité insuffisante. Les enseignants ne sont pas formés pour prendre en compte la diversité culturelle et linguistique du pays.

- **République dominicaine:** Des améliorations ont été apportées aux infrastructures (nouvelles salles de classe, repas scolaires, technologies), mais la surpopulation, l'insuffisance de ventilation, l'accès limité aux technologies et la pénurie d'enseignants spécialisés persistent. Les élèves utilisent des manuels scolaires du ministère de l'Éducation (MINERD), des cahiers, des guides, des ressources audiovisuelles et des plateformes numériques.
- **Uruguay:** La fracture numérique touche les ménages les plus pauvres. Les centres de jeunesse Fe y Alegría sont perçus comme des lieux d'accueil et de soutien que le système éducatif formel ne propose pas. Les difficultés de transport nocturnes et l'insécurité sur les trajets constituent des obstacles supplémentaires.
- **Venezuela:** La situation est critique : coupures de courant, pénurie d'eau, mauvaise connectivité et effondrement des transports affectent le quotidien. Des enseignants spécialisés ont émigré. Certains centres appliquant un modèle d'apprentissage par la pratique ont obtenu des résultats positifs malgré le contexte de crise.

Synthèse globale
Les conditions matérielles des écoles sont hétérogènes, mais dans la plupart des contextes analysés, on constate une pénurie d'enseignants spécialisés, des infrastructures inadéquates, des ressources pédagogiques insuffisantes et une connectivité limitée. Les écoles Fe y Alegría se distinguent par un modèle pédagogique inclusif et un lien fort avec la communauté, malgré des contraintes structurelles. Le manque d'enseignants formés à la prise en compte de la diversité constitue le défi le plus récurrent et commun à tous les pays.

Question 2d. Que faisons-nous en tant que communauté éducative pour combler ces lacunes et de quoi avons-nous besoin de la part des autres ?
Contributions par pays

- **Bolivie:** Des politiques éducatives centrées sur l'humain sont promues, des espaces de réflexion sur l'éducation spécialisée inclusive sont créés, la connectivité est améliorée et Il est nécessaire de recourir à la technologie et à des modèles éducatifs plus flexibles. Un engagement plus fort des pouvoirs publics est indispensable.
- **Brésil:** Des cercles de discussion, des lectures collectives sur le territoire, des forums communautaires et des ateliers avec les familles sont organisés. Une collaboration avec les municipalités, les États et les organisations est nécessaire pour étendre leur portée.
- **Tchad:** Les communautés organisent des activités génératrices de revenus (AGR) pour financer l'éducation : jardins communautaires, potagers, vente d'eau, cantines et collectes de fonds. Un soutien accru de l'État et des partenaires internationaux est nécessaire.

- **Équateur:** Le leadership étudiant est renforcé (MIFA/CEFA), des dialogues de partage de connaissances sont organisés avec les familles et des partenariats sont établis avec les centres de santé et les municipalités. Un soutien total des autorités, davantage de ressources et une sécurité garantie sont nécessaires.
- **Salvador:** Le leadership pédagogique est coordonné avec l'INDES, la Direction de l'intégration, la Police civile nationale (PNC) et les ONG. Des projets d'alphabétisation sont mis en œuvre avec des résultats positifs. Des formations aux compétences transversales sont en cours d'élaboration pour les lycéens. Un investissement accru du ministère de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie (MINEDUCYT) et des partenariats stratégiques durables sont nécessaires.
- **Honduras:** Ces centres travaillent avec les familles, suivent l'assiduité et recherchent des partenariats extérieurs. Ils visent à renforcer le leadership des jeunes, à organiser des réunions communautaires et à mener des marches ou des grèves pour exiger du gouvernement une éducation publique de qualité.
- **Italie:** IRFEYAL Milano propose du soutien scolaire et pastoral, un accompagnement personnalisé, un suivi académique et encourage la citoyenneté active. L'association a également lancé la campagne « L'éducation transforme des vies », avec des séances d'information et un podcast. Une collaboration renforcée avec les organismes d'aide aux migrants est nécessaire.
- **Madagascar:** Les communautés mènent des actions de sensibilisation, de suivi et de visites à domicile. Un accroissement des investissements publics dans les infrastructures, le matériel et la formation des enseignants est nécessaire, notamment en milieu rural.
- **Nicaragua:** L'éducation fondée sur les valeurs, la pédagogie populaire, la participation des acteurs clés, l'entrepreneuriat et les compétences numériques sont encouragés. Des formations continues en éducation inclusive, une implication active des familles, des partenariats avec des organisations sociales et des ressources technologiques sont nécessaires.
- **Panama:** Le programme Tejiendo Amaneceres (Tisser les aubes) reconstruit l'apprentissage grâce à des cursus modulaires, un soutien socio-émotionnel et un apprentissage par le jeu. La Campagne pour le droit à l'apprentissage milite pour des politiques visant à éliminer les obstacles liés à la documentation. Une plus grande flexibilité du système et la reconnaissance des parcours scolaires interrompus sont nécessaires.
- **Paraguay:** Des équipes régionales réfléchissent à la formation des enseignants et mettent en place des dispositifs de formation. Elles collaborent avec des psychologues et des psychologues scolaires. Elles interpellent le ministère de l'Éducation et des Sciences (MEC) concernant la pénurie de postes d'enseignants. Un soutien ministériel est nécessaire dans les domaines des technologies de l'information, de l'éducation physique et de l'éducation inclusive.

- **Pérou:** Les Centres d'éducation de base pour adultes (CEBA) ouvrent des annexes périphériques, mettent en place des modalités d'inscription flexibles, développent des écoles pour les parents et proposent des formations techniques. Il est nécessaire d'investir davantage dans la connectivité, la formation interculturelle des enseignants et des politiques publiques durables pour la réinsertion scolaire.
- **République dominicaine:** Du personnel de soutien et des interprètes sont recrutés, les programmes scolaires sont adaptés, les enseignants travaillent en collaboration, les familles sont impliquées, un soutien socio-émotionnel est offert et des partenariats avec des ONG sont mis en place. Une initiative nationale est proposée au ministère de l'Éducation (MINERD) afin d'améliorer l'accès, le maintien et la qualité de l'éducation.
- **Uruguay:** Les centres de jeunesse Fe y Alegría offrent des espaces d'écoute, un soutien en cas de violence, un accompagnement émotionnel et des opportunités d'emploi et d'entrepreneuriat. Il est nécessaire de développer des formations plus flexibles pour adultes et de créer davantage de structures d'accueil de la petite enfance rattachées aux établissements scolaires.
- **Venezuela:** Les centres mettent en œuvre un suivi actif, des visites à domicile, du mentorat par les pairs, des observateurs communautaires et des partenariats fructueux avec les entreprises (stages, salons). Le modèle d'apprentissage par la pratique donne des résultats, même en situation de crise. Compte tenu de la faiblesse de l'État, il est nécessaire de renforcer les alliances avec l'Église, les ONG et le secteur privé.

Synthèse globale
Fe y Alegría et ses communautés éducatives n'attendent pas passivement les solutions de l'État : elles mettent en œuvre des stratégies actives pour la réussite scolaire, le soutien socio-émotionnel, l'éducation populaire et l'engagement communautaire. Cependant, elles reconnaissent que leurs efforts sont insuffisants sans l'engagement des pouvoirs publics en matière d'investissement dans l'éducation, de formation des enseignants, de flexibilité des programmes et d'infrastructures. Une responsabilité partagée entre les écoles, les communautés, l'État et le secteur privé est essentielle pour réduire durablement les inégalités.

Question 2e. Quelle action de plaidoyer ou de mobilisation pourrions-nous mettre en œuvre et quel serait l'objectif de cette action ?
Contributions par pays

- **Bolivie:** Créer des espaces de réflexion sur l'éducation spécialisée et inclusive ; Promouvoir des politiques éducatives à approche humaniste qui reconnaissent le rôle des familles, des communautés et des organisations sociales.
- **Brésil:** Renforcer les forums communautaires de défense politique, élargir la participation aux espaces de contrôle social et approfondir l'analyse des événements actuels dans les communautés d'apprentissage pour les tableaux 2 et 3.

- **Tchad:** Sensibiliser les familles et les communautés au droit à l'éducation ; mobiliser les ressources locales ; impliquer les chefs religieux et communautaires ; porter les engagements au Congrès de Lima sur la scène internationale.
- **Équateur:** Manifestes et lettres aux autorités exigeant une attention particulière aux secteurs vulnérables ; projets communautaires pour l'entrepreneuriat et l'éducation financière ; centres alimentaires et garderies pour les mères étudiantes ; campagnes médiatiques sur la sécurité et la stabilité ; revendication d'un financement public équivalent à 6 % du PIB.
- **Salvador:** Gérer des alliances spécifiques avec les institutions gouvernementales, les universités et les organisations communautaires afin de réduire les inégalités d'accès et de maintien dans le système ; transformer ces alliances en engagements à long terme qui dépassent le cadre d'une aide ponctuelle.
- **Honduras:** Promouvoir la formation au leadership des jeunes ; organiser des réunions de sensibilisation communautaire ; gérer les alliances externes ; promouvoir des marches ou des grèves nationales pour exiger une éducation publique de qualité ; promouvoir une proposition de politique éducative contextualisée.
- **Italie:** Lancement de la campagne institutionnelle « L'éducation transforme des vies » avec des séances d'information, des témoignages d'étudiants, un podcast et des rencontres avec des organismes d'inclusion éducative et sociale.
- **Madagascar:** Plaider auprès des autorités locales et nationales pour que l'éducation soit reconnue comme une priorité de développement ; construire des infrastructures et améliorer l'accès à l'enseignement secondaire dans les zones rurales.
- **Nicaragua:** Promouvoir des espaces de développement des compétences de vie ; établir des dialogues et des réunions éducatives avec les familles ; adapter le programme scolaire au contexte local ; créer des programmes d'inclusion pour les populations vulnérables ; mettre en œuvre des méthodologies d'apprentissage actif qui favorisent la pensée critique.
- **Panama:** Poursuivre la campagne pour le droit à l'éducation, qui redéfinit le débat sur l'éducation : l'accès ne suffit pas, un apprentissage efficace est nécessaire ; collaborer avec les ministères et les organisations internationales pour des systèmes plus flexibles et interculturels ; produire des connaissances et des innovations pédagogiques à partir de l'expérience.
- **Paraguay:** Plaidoyer direct auprès du ministère de l'Éducation et des Sciences concernant le manque de postes d'enseignants ; renforcement des espaces zonaux de formation des enseignants et prise en compte de la santé mentale du personnel éducatif.
  Pérou: Développer le CEBA avec des centres périphériques ; plaider aux niveaux national et international pour une éducation qui ne laisse personne de côté ; proposer des politiques de réinsertion scolaire durables ; nouer des alliances avec les entreprises pour favoriser l'employabilité.
  République dominicaine: Élaborer une proposition nationale à l'intention du ministère de l'Éducation et des organismes publics-privés ; organiser des réunions communautaires avec les autorités.

Pour faire connaître les besoins ; créer des protocoles inclusifs ; mettre en œuvre des campagnes de sensibilisation ; demander plus d'enseignants et des réparations d'infrastructures.

- **Uruguay:** Exiger des crèches rattachées aux établissements scolaires pour les jeunes mères ; exiger des options de formation flexibles pour les adultes ; souligner les coûts invisibles de l'éducation et de la santé mentale des adolescents ; exiger des espaces d'étude sécurisés.
- **Venezuela:** Renforcer les liens avec l'Église, les ONG et le secteur privé ; développer des forums de dialogue avec les acteurs gouvernementaux locaux ; organiser des salons publics du savoir pour présenter le travail des centres d'éducation des adultes ; promouvoir des groupes de travail techniques pour normaliser et valider les études sur les personnes en situation de mobilité humaine ; et préserver la santé mentale des enseignants et des animateurs.

Synthèse globale

Les communautés d'apprentissage de tous les pays s'accordent sur la nécessité de passer de la dénonciation à l'action militante. Les stratégies proposées combinent campagnes de sensibilisation, propositions de politiques éducatives, alliances interinstitutionnelles, marches et mobilisations, projets communautaires et collaboration avec des organisations publiques et privées. L'objectif commun est de transformer le système éducatif afin qu'il soit véritablement accessible, pertinent, inclusif et de haute qualité pour tous, en particulier pour les personnes historiquement exclues. Le Congrès international de Lima 2026 est considéré comme le forum idéal pour donner une dimension mondiale à cette plateforme.

Document préparé dans le cadre du Congrès international de Fe y Alegría 2026 — Lima, Pérou, octobre 2026. Il intègre les contributions de la Bolivie, du Brésil, du Tchad, de l'Équateur, du Salvador, du Honduras, de l'Italie, de Madagascar, du Nicaragua, du Panama, du Paraguay, du Pérou, de la République dominicaine, du Venezuela et de l'Uruguay.

Fe y Alegría
INTERNACIONAL

50
Congreso
Fe y Alegría
Internacional
Perú, oct. - 2026

feyalegria.org